

Décembre 2008

Les perspectives des relations transatlantiques après l'élection de Barack Obama

Karsten Voigt

1. Après l'élection de Barack Obama, les Etats-Unis prennent un nouveau départ

Pour la première fois de leur histoire, les Américains ont élu un homme de couleur à la Présidence. Certes, pendant la campagne, Barack Obama s'est attaché à ne pas apparaître comme « le candidat noir », mais comme un candidat qui dépasse les barrières raciales et qui promet à tous les Américains un nouveau départ. Pour autant, l'élection d'un afro-américain à la Maison Blanche, 143 ans après l'abolition de l'esclavage, 45 ans après le « I have a dream » de Martin Luther King et quarante ans après l'abolition des lois ségrégationnistes « Jim Crow », constitue un point charnière dans la culture politique des Etats-Unis. Même son adversaire malheureux, John McCain, a qualifié cette élection « d'historique » et souligné son importance particulière pour le pays.

Une fois de plus, les Américains ont ainsi démontré qu'ils sont capables de se réinventer au beau milieu d'une profonde crise économique et d'une crise de confiance, et qu'après l'épisode d'une administration Bush impopulaire, ils osent prendre un nouveau départ. L'Amérique change.

Elle est d'ores et déjà composée pour un tiers de personnes de couleur : noirs, hispaniques et asiatiques. Dans quelques décennies seulement, ils constitueront la majorité de la population américaine. Et Barack Obama est le visage de cette nouvelle Amérique. Né d'un père kenyan et d'une mère issue du cœur de l'Amérique, il interpelle la volonté de changement de tous les Américains, et ses partisans voient en lui le représentant d'une société moderne, urbaine, métissée et tolérante, capable de jeter des ponts entre les ethnies, les partis et les couches sociales.

En choisissant « Change », le changement, comme slogan de campagne, Barack Obama a touché la corde sensible d'une grande partie de la population américaine, qui, après huit années passées sous l'administration Bush, attend des politiques en place à Washington un véritable nouveau départ. Parallèlement, il a fait naître dans le monde entier l'espoir d'un virage dans la politique étrangère des Etats-Unis. John McCain a bien, lui aussi, revendiqué et cherché à incarner le changement, mais il n'y est pas parvenu, à l'instar d'Hillary Clinton pendant la campagne des primaires. L'une et l'autre ont sous-estimé le désir des électeurs américains de voir un nouveau visage et d'essayer de nouvelles recettes politiques.

Karsten Voigt est coordinateur du gouvernement allemand pour les relations trans-atlantiques.

2. Quel avenir pour les relations transatlantiques ?

Alors, que signifie l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis pour l'Allemagne et pour les relations transatlantiques ? Tout d'abord, avec un Président comme Obama, pour moi comme pour d'autres qui défendent en Allemagne une coopération transatlantique étroite, les choses seront plus simples, parce que notre travail aura l'appui ferme de la population allemande. Selon les sondages, de 70 à 80% des Allemands auraient souhaité voter pour Obama, et l'approbation des jeunes Allemands envers le candidat élu est encore plus forte. En juillet dernier, 200 000 personnes se sont amassées autour de la Colonne de la Victoire, à Berlin, pour écouter Barack Obama prononcer son discours – les images rappellent celles de la visite de Kennedy à Berlin en 1963. Ce soutien solide est important pour les relations transatlantiques, parce que les Etats-Unis sont et demeurent le principal partenaire de l'Allemagne en dehors de l'Union européenne.

Pendant sa campagne, Obama a affirmé que l'Amérique ne devait plus se contenter d'être une grande puissance, mais qu'elle se devait de représenter aussi à nouveau un modèle et une idée. Après la guerre en Irak, Abou Ghraib, Guantanamo et la crise financière, l'Amérique doit reconquérir son autorité morale et politique. C'est ainsi que le président élu veut retirer progressivement les troupes américaines d'Irak, fermer le camp de détention de Guantanamo, et impliquer les partenaires internationaux, plus que ne l'a fait l'administration Bush, dans les efforts de stabilisation des conflits régionaux et dans la maîtrise des problèmes mondiaux.

Nous attendons de Barack Obama qu'il aborde les sujets en instance avec pragmatisme. Bon nombre des politiques lancées par l'administration Bush sont pour l'instant au banc d'essai. Tout ne sera pas changé, mais les priorités présentées par Barack Obama et ses conseillers correspondent sur de nombreux points à celles des Européens : faire progresser la lutte contre les changements climatiques et élaborer une politique énergétique durable, stabiliser les marchés financiers internationaux et l'économie mondiale, prendre de nouvelles initiatives en matière de désarmement et de contrôle des armements, et maîtriser les crises régionales, notamment au Proche-Orient. Le président élu a en outre promis d'accorder à la diplomatie et à l'action multilatérale plus de

chances que ne lui en laissait l'administration Bush.

Cela nous emplit d'espoir. Il ne faut pas pour autant se leurrer : les Etats-Unis restent une puissance mondiale, et le multilatéralisme d'un Président Obama aura lui aussi ses limites. Jamais le multilatéralisme ne jouera le même rôle pour les Américains que pour nous, les Allemands. Dans de nombreux domaines, les Américains et les Européens défendent des positions et des intérêts similaires. Mais comme tous les locataires précédents à la Maison Blanche, chaque fois que les positions européennes et américaines divergeront, Barack Obama défendra avant tout les points de vue et les intérêts américains, et non les européens, et continuera de revendiquer le leadership américain dans le monde. Au cours de sa campagne, il a dit clairement que lui-aussi engagerait les troupes américaines, au besoin de façon unilatérale, s'il considère que les intérêts essentiels de la sécurité américaine sont menacés. Il plaide pour un renforcement des troupes américaines déployées en Afghanistan et pour une plus grande participation des alliés internationaux, tant en termes financiers que par des effectifs supplémentaires sur le terrain. Par ailleurs, il aura à ses côtés un Congrès dominé par les Démocrates et qui, en période de crise économique, pourrait être pris d'envies protectionnistes.

Malgré tout cela, l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis représente une formidable occasion de renforcer les relations transatlantiques et de progresser enfin sur les sujets que les deux parties ont à cœur de faire avancer :

La lutte contre les changements climatiques et la politique énergétique

Obama a compris l'importance des potentiels de croissance et d'emploi que représente une « économie verte » moderne, avec le développement de technologies qui ménagent le climat et la production durable d'énergie. En encourageant les énergies renouvelables, il souhaite en outre réduire la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole exporté de pays politiquement problématiques. Il compte également impliquer activement les Etats-Unis dans les négociations de « l'après Kyoto ». A l'échelon des Etats fédérés, il existe déjà des lois limitant les émissions de dioxyde de carbone et des initiatives régionales pour la protection du climat. Le 18 novembre, Obama a publiquement réaffirmé ses objectifs en

matière de protection contre les changements climatiques dans un message vidéo. Son souhait est que d'ici à 2020, les Etats-Unis ramènent leurs émissions à leur niveau de 1990, et les réduisent ensuite de 80% supplémentaires d'ici à 2050. Toutefois, le Congrès restera réticent face à tout engagement national unilatéral de limitation des émissions de CO₂ qui ne ferait pas participer les principaux pays émergents, et n'acceptera aucun accord international tant qu'il n'aura pas adopté de règle nationale. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que Barack Obama puisse tenir très rapidement ses promesses en la matière.

La politique économique et financière internationale

Barack Obama s'est exprimé plus clairement que les gouvernements américains précédents sur la nécessité d'une plus grande transparence et la création d'un nouveau système financier mondial, de nature à garantir davantage de stabilité et à accorder aux pays émergents dynamiques la part de responsabilité commune qui leur revient. Le durcissement de la crise financière actuelle comporte de graves risques, mais offre aussi une chance. Jamais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne n'ont été aussi disposés qu'aujourd'hui à aboutir à des règles du jeu communes à l'échelle internationale. Nous souhaitons en outre étendre le partenariat économique transatlantique, qui est d'ores et déjà le garant de millions d'emplois de part et d'autre de l'Atlantique. Comme ils l'ont décidé ensemble au printemps 2007, l'Union européenne et les Etats-Unis devraient approfondir cette coopération dans le cadre du Conseil économique transatlantique, et dissiper au plus vite les litiges subsistant autour de détails, comme l'interdiction européenne d'importer la viande de volaille chlorée.

Le désarmement et le contrôle des armements

Il s'agit depuis longtemps d'un sujet essentiel pour les Européens. Barack Obama s'est déclaré favorable à l'objectif d'une nette réduction des arsenaux nucléaires et même, à long terme, au principe d'un désarmement nucléaire complet. Il s'agit de reconquérir la crédibilité de la politique américaine en matière de non-prolifération. L'Allemagne soutiendra ces objectifs. On attend avec beaucoup d'intérêt la position de la nouvelle administration sur le projet américain de bouclier anti-missile en Pologne et en République

tchèque. Il s'agissait là d'un des grands projets de l'administration Bush, mais il a déclenché de vives protestations de la Russie. Le Président Medvedev a fait écho à ces plans en annonçant le déploiement de missiles tactiques dans l'enclave de Kaliningrad. Une nouvelle course aux armements en Europe constituerait pour nous un grave revers. La Russie a indiqué qu'elle retirerait sa menace si les Etats-Unis décidaient eux aussi de renoncer à leurs projets. Nous espérons que des négociations constructives vont s'engager entre le nouveau gouvernement américain et ses partenaires européens avec la participation de la Russie.

La stabilisation des conflits régionaux

Diverses déclarations du président élu et de son entourage laissent présager une approche non-dogmatique, et pleine de fraîcheur, dans toute une série de conflits régionaux qui nous occupent depuis longtemps. Barack Obama a non seulement annoncé que son administration mènerait des discussions directes avec des Etats tels que l'Iran et la Syrie, afin d'identifier les marges de négociation. Il a également donné à entendre qu'il comptait se fixer des objectifs plus réalistes que ne l'étaient ceux du gouvernement de George Bush. Ainsi, on conçoit par exemple aisément que les progrès dans la marche de l'Afghanistan vers l'Etat de droit et la démocratie ne conduiront pas à une démocratie de type Westminster, mais plutôt – si nous réussissons – à un pays le plus stable possible, qui lutte contre le terrorisme et l'extrémisme islamique, et qui ne représente plus une menace pour l'Occident. Il s'agit pour cela d'élaborer une nouvelle stratégie régionale impliquant les Etats clés voisins que sont le Pakistan et même l'Iran. Dans l'entourage d'Obama, on se déclare en outre ouvert à l'embryon de dialogue entre le gouvernement afghan et certains groupes talibans prêts à négocier. Tous ces éléments constituent autant de démarches qui méritent d'être soutenues, et qui correspondent à notre vision des choses.

Il faut naturellement aussi convaincre la Russie de participer à de nouvelles initiatives mondiales sur le désarmement, à de nouvelles conventions sur la lutte contre les changements climatiques, à des ébauches de solutions aux conflits régionaux et à la sécurité de l'approvisionnement énergétique. L'attitude vis-à-vis de la Russie est très négative, non seulement chez les Républicains, mais aussi chez une partie des Démocrates et au

Congrès. Sur ce sujet, Barack Obama s'est exprimé avec retenue, y compris pendant la guerre en Géorgie au mois d'août. Nous avons l'espoir d'une future politique américaine qui sache porter le verbe haut et clair face à la Russie, mais qui s'efforce d'aboutir à la plus grande coopération possible dans la région avec le partenaire russe, et qui cherche à l'impliquer dans la résolution des problèmes internationaux pressants, et non à le marginaliser.

Les défis mondiaux que va devoir affronter l'Europe ne sauraient être relevés sans la participation des Etats-Unis. Mais même un pays aussi puissant que les Etats-Unis a besoin de partenaires face aux problèmes pressants de l'époque que nous traversons. Les dernières années l'ont montré. En Allemagne et dans l'Union européenne, les Etats-Unis ont des alliés sûrs, dont les intérêts et les valeurs correspondent au plus près aux intérêts et aux valeurs des Américains. Barack Obama a, à plusieurs reprises, exprimé sa volonté d'une étroite coopération avec nous et avec d'autres partenaires. Nous devons le prendre au mot et proposer notre propre engagement à participer à tous les domaines pertinents de la politique internationale. Des divergences de vue et d'approche ne manqueront pas de subsister sur la politique étrangère entre l'Europe et les Etats-Unis. Il faut que les Américains et les Européens apprennent à gérer ces différences d'opinion avec détachement, et à s'appuyer sur ces contradictions pour élaborer ensemble des solutions constructives.

Ce texte est extrait du discours de Karsten Voigt au Cercle Stratégique franco-allemand du 3 et 4 décembre 2008 à Berlin.

L'opinion exprimée n'engage pas celle de la fondation Friedrich Ebert.

Autres articles de la Fondation Friedrich-Ebert Paris

Vous pouvez télécharger ces articles sur le site de la FES www.fesparis.org/analyses

« **14 mesures pour accroître la transparence des marchés financiers** », par le groupe de travail du bureau national du SPD, novembre 2008

« **Super-Sarko rettet die Welt : Nicolas Sarkozy und die Finanzkrise** », par Ernst Hillebrand, novembre 2008

« **La politique migratoire de l'Allemagne en perspective** », Steffen Angenendt, octobre 2008

« **Le conservatisme doux et l'effondrement du centre** », Werner Perger, octobre 2008